

Déclaration du bureau national du POID

Dehors Macron, sa réforme des retraites et sa loi de programmation militaire !

Ce 14 avril, le Conseil constitutionnel a validé la contre-réforme Macron des retraites. Dans la foulée, Macron s'est empressé de la promulguer, malgré le rejet de l'immense majorité du pays. Ainsi va la « démocratie » sous la V^e République, monarchie sans couronne où le président concentre entre ses mains tous les pouvoirs. Une V^e République, qui, sous Macron, dérive de plus en plus vers un régime autoritaire et répressif prêt à tout pour imposer les exigences des capitalistes. Tôt ou tard, il faudra bien que la véritable démocratie soit établie. Elle le sera par le peuple lui-même qui chassera la V^e République et désignera ses représentants à une Assemblée constituante pour décider de ce que doit être une république authentiquement démocratique et sociale.

La contre-réforme est promulguée. Cela ne fait pas pour autant disparaître les millions de travailleurs et de jeunes qui ont fait grève et manifesté depuis trois mois.

Cela ne fait pas pour autant disparaître l'aspiration de l'immense majorité à pouvoir vivre dignement de son travail, à se soigner et à l'instruction des jeunes générations.

Certes, les dirigeants de l'intersyndicale n'ont pas voulu entendre la voix qui monte d'en bas dans tout le pays : « Dirigeants, appelez à la grève générale ! » Mais répétons-le : cela ne fait pas pour autant disparaître ce mouvement.

Une nouvelle phase de lutte de classe s'ouvre. Elle se nourrit des leçons de cette première période. Dans nombre d'entreprises, les travailleurs ont construit des comités d'organisation de la grève, ils ont constitué des comités de délégués, des comités de grève. Toutes les revendications demeurent. Pour commencer : l'abrogation de la réforme des retraites. Mais aussi : l'augmentation des salaires, le blocage des prix (notamment des produits de première nécessité), l'interdiction des licenciements, l'annulation de la fermeture de services hospitaliers et de la fermeture de classes...

Une nouvelle étape s'ouvre. Les travailleurs, les jeunes ont pris confiance dans leurs forces. Dans toutes les manifestations, on a entendu les cris : « Macron démission », « À bas le 49-3 ! ».

Le POID, dont les adhérents sont partie prenante de toutes les luttes des travailleurs, combat **pour un gouvernement sans Macron, sans guerre, sans patrons**, un gouvernement de rupture avec la V^e République.

Cette rupture est une urgence. Car Macron persiste. Dans les prochaines semaines, il veut faire voter la loi de programmation militaire (LPM) en augmentation de 40 % par rapport à la loi précédente : 413 milliards d'euros pour la guerre. Il veut faire payer au peuple ce pillage des ressources de la nation. Ainsi, le gouvernement vient de confirmer auprès de l'Union européenne qu'il va réduire toutes les dépenses publiques, sauf pour l'armée, pour laquelle l'argent coule à flots :

- en réduisant de 5 % toutes les autres dépenses publiques ;
- en baissant les salaires des fonctionnaires ;
- en s'attaquant plus encore au droit au logement ;
- en taillant dans les effectifs des fonctionnaires publics territoriaux.

Le plan du gouvernement, dévoilé par *Les Échos*, c'est ce que Macron appelle lui-même l'« économie de guerre », prix de son engagement toujours plus grand dans la guerre en Ukraine et dans celle qui se prépare en Asie. Cette « économie de guerre » revendiquée par Macron s'inscrit dans la marche à une véritable militarisation de la société, en commençant par la jeunesse. Le gouvernement prépare l'instauration du Service national universel (SNU) obligatoire pour tous les jeunes, tandis que les interventions directes de l'armée se multiplient dans les établissements scolaires pour embrigader les jeunes.

Pour le POID, le devoir des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie est d'unir leurs forces pour bloquer cette marche à la militarisation du pays.

Le POID soumet à toutes et à tous une plate-forme d'unité contre l'« économie de guerre » de Macron :

- Abrogation de la réforme des retraites !
- Confiscation des 413 milliards d'euros de la loi de programmation militaire pour les affecter aux besoins du peuple travailleur et de la jeunesse (écoles, hôpitaux, salaires, retraites) !
- Non au SNU obligatoire !
- Armée, police hors des établissements scolaires, les jeunes ont besoin d'instruction, pas d'embrigadement !
- Non à la loi de programmation militaire !

Adoptée à l'unanimité du bureau national

Meeting européen contre la guerre et l'exploitation

Dimanche 4 juin, 14 heures

Espace Charenton, 327, rue de Charenton, Paris – métro Porte-de-Charenton